



Conseil économique et social

Distr. générale
4 juin 2003
Français
Original: anglais

Session de fond de 2003

New York, 30 juin-25 juillet 2003

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Promotion d'une approche intégrée du développement rural dans les pays en développement aux fins de l'élimination de la pauvreté et d'un développement durable

La situation économique et sociale dans le monde, 2003**

Chapitre premier

L'économie mondiale en 2003***

Résumé

Après le ralentissement de 2001, l'économie mondiale n'a pas encore retrouvé un rythme de croissance. Le produit mondial brut a augmenté de moins de 2 % en 2002, deuxième année consécutive où le taux de croissance a été nettement inférieur au taux potentiel. La Chine et l'Inde, ainsi que plusieurs pays en transition, constituent les exceptions notables aux niveaux d'activité inférieurs à la norme, qui ont caractérisé la majorité des pays. Plus généralement, comme en 2001, un nombre substantiel de pays en développement ainsi que quelques pays développés et pays en transition ont vu leur produit par habitant diminuer. Dans l'ensemble, les premières années du nouveau millénaire ont été une déception pour la majorité des pays en développement, quelques-uns étant même en régression.

On prévoit maintenant pour le deuxième semestre de 2003 une reprise à l'échelle mondiale; le produit mondial brut devrait augmenter de 2 1/4 % pour l'ensemble de l'année, cette croissance devant même s'accélérer pour dépasser légèrement 3 % en 2004. Les pays développés, et surtout les États-Unis d'Amérique, devraient être à la tête de ce mouvement de reprise et apporter une impulsion à

* E/2003/100.

** La version définitive de *La situation économique et sociale dans le monde, 2003* fera l'objet d'une publication des Nations Unies destinée à la vente (numéro de vente : F.03.II.C.1).

*** Le document a été présenté en retard aux services de conférence, sans la note explicative exigée par l'Assemblée générale, au paragraphe 8 de sa résolution 53/208 B, en cas de soumission tardive d'un rapport aux services de conférence.



l'activité dans le reste du monde. Cependant, les échanges et les mouvements de capitaux internationaux continueront à être sensiblement moins dynamiques que durant les années 90, les exportations augmentant de moins de 4 % en 2003. De plus, l'impulsion apportée par les États-Unis sera amortie, pour beaucoup de pays, si la récente dépréciation du dollar par rapport à leur monnaie persiste. Dans ces circonstances, quelques pays en développement seulement devraient avant la fin de 2004 retrouver les taux de croissance souhaitables à long terme. Les pays en transition, par contraste, devraient continuer à résister assez bien aux effets de ce ralentissement.

L'économie mondiale a subi les effets des graves incertitudes géopolitiques de la fin de 2002 et du début de 2003. Ces incertitudes continuent à assombrir les perspectives de la croissance économique mondiale, mais leur effet s'estompe notablement au deuxième trimestre de 2003. Un choc nouveau, n'ayant d'ailleurs pas un caractère économique, l'apparition du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), a porté un coup à l'activité économique dans certains pays au début de 2003, mais sa propagation semble avoir été à peu près enrayée. En revanche, certains risques économiques qui pourraient menacer la croissance mondiale à court terme sont bien répertoriés. Le plus important est la nature de l'ajustement inévitable du déficit extérieur des États-Unis, processus qui semble avoir commencé avec la dépréciation du dollar. Le risque de déflation, dans un nombre grandissant de pays, est un deuxième problème, lié au précédent. Tout en cherchant à écarter ces menaces immédiates, les responsables des politiques économiques ne devraient pas pour autant perdre de vue leur programme d'action à entreprendre pour résoudre, à plus long terme, les problèmes du développement mondial.

Une reprise tardive

On s'attendait à ce que, après le ralentissement économique mondial de 2001, la reprise se manifeste aux États-Unis durant le deuxième semestre de 2002, puis s'accélère et se propage à l'ensemble de l'économie mondiale. Il y a bien eu une timide reprise en 2002, mais elle s'est rapidement essouffée, en raison surtout des incertitudes géopolitiques associées au risque d'affrontement avec l'Iraq.

Ces graves incertitudes géopolitiques et la perception de risques accrus, avant l'invasion de l'Iraq, ont progressivement exercé leurs effets, par un certain nombre de filières, dans l'ensemble de l'économie mondiale. La crainte que le conflit ne bouleverse les approvisionnements pétroliers a entraîné une flambée des cours du pétrole bien supérieure à ce que justifiaient les éléments fondamentaux de l'économie; le renchérissement du pétrole a imprimé un choc qui a affaibli la demande globale et ajouté aux pressions sur les prix dans les pays importateurs de pétrole. Les tensions politiques mondiales ont entraîné des baisses brutales des cours des actions sur les marchés financiers, aggravant la déflation mondiale des prix des actifs qui est en cours depuis 2000. Dans plusieurs pays, la confiance des consommateurs et celle des milieux d'affaires sont tombées à leur plus bas niveau depuis une décennie. Les dépenses en capital des entreprises ont diminué dans beaucoup de pays développés. Sur le plan économique, l'effet d'ensemble de l'impasse avec l'Iraq a été une réduction de l'activité à la fin de 2002 et au début de 2003, le recul étant le plus prononcé dans les pays développés (voir tableau 1.1). Au lieu de la reprise prévue, la croissance dans ces pays, au premier trimestre de 2003, a généralement été inférieure à ce qu'elle était un an auparavant.

Tableau I.1

Croissance de la production et du commerce mondiaux, 1994-2004

(Variation annuelle en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a	2003 ^b	2004 ^b
Production mondiale^c	3,1	2,8	3,2	3,5	2,2	2,9	4,0	1,2	1,8	2	3
<i>Dont :</i>											
Pays développés	2,9	2,4	2,7	3,0	2,5	2,7	3,5	0,9	1,4	1¾	2½
Amérique du Nord	4,1	2,7	3,4	4,4	4,2	4,1	3,8	0,3	2,5	2½	4
Europe occidentale	2,7	2,3	1,6	2,5	2,8	2,7	3,3	1,5	1,0	1¼	2¼
Asie et Océanie ^d	1,3	2,0	3,5	1,9	(0,7)	0,5	3,2	0,6	0,5	1	1
Pays en transition	(7,2)	(0,6)	(0,1)	2,4	(0,8)	3,4	6,7	4,4	3,8	4	4
Europe centrale et orientale	4,0	5,7	4,1	3,3	2,6	1,4	3,9	2,7	2,6	3¼	3¾
États baltes	(4,7)	2,2	4,2	8,4	5,8	(0,2)	5,5	6,7	6,3	5½	5¾
Communauté d'États indépendants	(13,7)	(5,1)	(3,6)	1,4	(4,0)	5,5	9,3	5,7	4,7	4½	4¼
Pays en développement	5,6	5,0	5,7	5,4	1,6	3,5	5,8	2,1	3,2	3½	5
Afrique	2,5	2,7	5,2	3,0	3,0	2,9	3,1	3,3	2,9	3¼	4
Asie de l'Est et du Sud	8,4	8,1	7,3	6,0	0,5	6,3	7,1	3,7	5,7	5¼	6
Asie occidentale	(0,8)	4,0	4,6	5,5	4,1	0,7	6,4	(1,2)	2,0	1¼	3¾

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a	2003 ^b	2004 ^b
Amérique latine et Caraïbes	5,3	1,4	3,7	5,2	2,0	0,4	3,9	0,3	(0,8)	2	3¼
Commerce mondial	10,5	8,6	5,5	9,2	3,3	5,2	12,3	(0,9)	2,0	3¼	7
<i>Pour mémoire :</i>											
Croissance de la production mondiale, pondérée par les parités de pouvoir d'achat ^e	3,5	3,4	3,8	4,1	2,5	3,4	4,7	2,1	2,8	3	4

Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

^a Estimations partielles.

^b Projections, fondées en partie sur le projet LINK, Groupe international de recherche sur les modèles économétriques, coordonnées par la Division de l'analyse des politiques de développement du Secrétariat de l'ONU et l'Université de Toronto.

^c Moyenne pondérée des taux de croissance nationaux du produit intérieur brut (PIB), les coefficients de pondération étant calculés sur la base du PIB aux prix et taux de change de 1995.

^d Japon, Australie et Nouvelle-Zélande.

^e Méthode de pondération des taux de croissance nationaux du PIB fondée sur la parité des pouvoirs d'achat (PPA), utilisée pour convertir en « dollars internationaux » le PIB exprimé en monnaie nationale (voir introduction de l'annexe : tableaux statistiques).

À l'exception de l'Asie occidentale, les pays en développement et les pays en transition ont été moins directement affectés par les incertitudes géopolitiques entourant le problème de l'Iraq. Néanmoins, de façon indirecte, la reprise tardive dans les pays développés a eu des conséquences négatives. Dans certains cas, surtout en Amérique latine, ces conséquences ont été aggravées par les difficultés intérieures. Dans une large mesure, cependant, la conjoncture économique intérieure dans les pays en développement et en particulier dans les pays en transition a permis d'amortir les effets de la précarité de la conjoncture extérieure. La Chine et l'Inde en offrent les exemples les plus marquants, mais la plupart des pays en transition ont également enregistré une croissance notable entraînée par des facteurs intérieurs. Dans une moindre mesure, l'Afrique subsaharienne a également marqué des signes de robustesse, mais la croissance y demeure modeste.

L'invasion de l'Iraq a entraîné des pertes de vies humaines et affecté l'activité économique de la région. Néanmoins, l'intervention militaire a été plus brève, moins meurtrière, moins étendue et moins contraire à l'activité économique mondiale qu'on ne le craignait d'abord, et le résultat est que plusieurs des premières manifestations négatives de l'incertitude géopolitique ont été rapidement et sensiblement atténuées. Les cours du pétrole ont reflué et devraient baisser encore à mesure que la production pétrolière mondiale repartira, et cela aura des effets bénéfiques sur la croissance mondiale et sur les pressions inflationnistes dans les pays importateurs de pétrole. Les cours des actions sont repartis de plus belle durant la période qui a suivi l'invasion de l'Iraq, reflétant et alimentant un regain d'optimisme quant aux perspectives économiques. Après le conflit, il y a eu également une reprise des indicateurs de confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise. La plupart des conséquences négatives des incertitudes géopolitiques antérieures devraient se dissiper au troisième trimestre de 2003.

En outre, plusieurs facteurs positifs qui paraissent de nature à susciter une reprise en 2002 continuent à jouer. Les effets durablement stimulants de la politique macroéconomique figurent parmi les plus importants de ces facteurs. Les taux d'intérêt directs dans les pays développés demeurent faibles, mais un nouveau

deserrement demeure possible dans certains cas. La plupart des pays développés profitent également des facteurs stimulants d'origine budgétaire, une nouvelle réduction de la fiscalité étant déjà annoncée dans certains pays. Ces deux facteurs stimulants, associés aux effets de richesse dus à la flambée des prix des logements dans certains pays développés, devraient relancer la demande de consommation en 2003. La reconstitution cyclique des stocks apportera aussi une impulsion à l'activité, peut-être plus substantielle encore qu'on ne l'anticipait, car elle aura été retardée. L'excès de capacités de production dans le secteur de l'informatique, qui, auparavant, était un facteur exerçant sur l'investissement un effet fortement dissuasif, se trouve progressivement résorbé, en particulier du fait de l'obsolescence plus rapide des équipements qui caractérise désormais ce secteur. Ces facteurs conjoncturels sous-jacents, renforcés par plusieurs évolutions positives depuis la fin du conflit en Iraq, augurent bien d'une reprise au deuxième semestre de 2003.

En même temps, plusieurs facteurs ralentissent la reprise. En particulier, la durée de la période où la croissance a été inférieure à la moyenne a encore aggravé certaines précarités déjà constatées. Par exemple, une nouvelle montée du chômage, en particulier du chômage de longue durée, risque de peser sur la croissance de la demande des consommateurs. De même, l'environnement politique international défavorable a eu des effets particulièrement perniciox sur certains secteurs, notamment le tourisme international et les transports aériens, qui ne s'étaient pas encore remis des retombées des attentats terroristes du 11 septembre 2001. Certains de ces secteurs ne devraient pas, avant quelque temps encore, connaître une reprise complète; dans l'intervalle, leur précarité, qui peut aller jusqu'à des faillites, ne pourra qu'avoir des effets négatifs sur la croissance en général. Ces facteurs négatifs risquent de réduire l'accélération de la croissance pour la ramener à des niveaux inférieurs à ceux qu'on voit habituellement dans les périodes de reprise conjoncturelle.

Les États-Unis sont le pays développé qui a été le plus gravement touché par l'aggravation des incertitudes géopolitiques et, inversement, ils profitent le plus du retour à la normale. Comme en 2002, par conséquent, les États-Unis devraient être à la tête du mouvement de reprise économique mondiale. Aucun autre grand pays ne semble être en mesure d'assumer ce rôle dans l'avenir proche. Le Japon, par exemple, continue à avoir beaucoup de mal à sortir d'une trajectoire de croissance lente, tandis que l'Allemagne semble être entrée en récession au début de 2003. La plupart des pays espèrent ouvertement que la reprise de la croissance aux États-Unis apportera une robuste impulsion à leur propre économie.

La reprise aux États-Unis devrait se concrétiser durant le deuxième semestre de 2003 et stimuler la croissance dans d'autres pays. La dépréciation du dollar au début de 2003, si elle se poursuit, renforcera cette reprise mais réduira l'effet de l'impulsion communiquée par la croissance américaine au reste du monde. Néanmoins, on devrait voir une accélération de la croissance des échanges mondiaux, qui profitera à tous les pays. De nombreux pays en développement profitent également de l'amélioration des cours des produits de base, qui restent pourtant à un niveau historiquement très bas, et certains d'entre eux ont l'avantage de profiter de taux d'intérêt plus faibles sur les marchés internationaux des capitaux.

Une large reprise est nécessaire car, s'ils peuvent bien déclencher un redémarrage, les facteurs positifs présents dans les pays développés, en particulier les États-Unis, risquent de ne pas suffire pour soutenir une reprise prolongée à toute

l'année 2004. Les investissements des entreprises sont particulièrement atones depuis deux ans et devront repartir pour entretenir le redémarrage. La baisse de l'excédent de capacités devrait accroître la demande de nouveaux équipements, tandis que la reprise des cours des actions et des profits grâce au redémarrage de la demande des consommateurs devrait faciliter le financement de ces nouveaux investissements. Bien que la faiblesse des taux d'intérêt n'ait pas stimulé l'investissement des entreprises jusqu'à présent, elle devrait faciliter leur augmentation, si, par ailleurs, la conjoncture s'améliore. Cependant, un climat international plus favorable demeure nécessaire : il faut notamment une amélioration du commerce international et une reprise de l'augmentation des mouvements de capitaux internationaux, afin de susciter une augmentation des dépenses des sociétés.

La conjoncture extérieure étant meilleure, les pays en transition pourront tirer parti de la robustesse récente de leur activité économique. Dans les pays en développement, l'amélioration de la demande extérieure au second semestre de 2003 et en 2004 devrait conforter la reprise en Amérique latine et apporter un coup de pouce à une croissance régulière mais encore limitée en Afrique. En partie en raison de l'effet du SRAS au début de l'année, la croissance restera modérée en Asie du Sud et de l'Est en 2003, mais devrait repartir en 2004. De même, la situation en Iraq entraînera un ralentissement de l'activité économique en Asie occidentale, avant la reprise prévue en 2004.

Une conjoncture économique internationale sans éclat

Si on les compare aux années 90, le commerce mondial et les mouvements de capitaux manquent actuellement de dynamisme, ce qui reflète la fragilité générale de l'économie mondiale et y contribue. Ayant diminué en 2001, les **exportations** ont augmenté de 2 % seulement en 2002 et devraient progresser de moins de 4 % en 2003, avant une expansion de près de 7 % prévue en 2004 (voir tableau I.1). Les chocs non économiques portés à l'économie mondiale ont été défavorables au commerce mondial de marchandises mais surtout au commerce de services tels que les voyages et le tourisme. Au ralentissement de la croissance des échanges par rapport aux années 90 il faut ajouter le fait que le rapport de la croissance des échanges à la croissance de la production, qui, à la faveur de la mondialisation, avait eu tendance à augmenter, passant de 2 environ à près de 3, est revenu à un 2 environ.

Ayant augmenté pendant plus d'un an, les **cours du pétrole** ont atteint un maximum jamais vu depuis 12 ans au milieu de février 2003, mais ont diminué à nouveau après l'invasion de l'Iraq, en raison surtout du fait que les perturbations de l'offre de pétrole en provenance de la région ont été moins graves qu'on ne le craignait. Pour l'ensemble de 2002, le cours moyen du brut a été proche de celui de 2001 (voir tableau I.2), mais devrait diminuer en 2003.

Tableau I.2
Indicateurs de la conjoncture économique internationale entre 1998 et 2002

	1998	1999	2000	2001	2002
Cours mondiaux					
Pétrole (dollars par baril) ^a	12,7	17,8	28,3	24,4	25,0
Produits de base autres que les combustibles (1990 = 100; année de base 1985) ^b	91,5	79,1	80,6	78,3	76,7
Prix des produits manufacturés exportés (1990 = 100) ^c	95,0	91,0	87,0	84,0	86,0
Taux de change du dollar pondéré par le volume des échanges commerciaux (1997 = 100) ^d	116,5	116,9	119,7	126,1	127,2
Taux d'intérêt (LIBOR à six mois) ^e (pourcentage) ^f	5,6	5,5	6,7	3,7	1,9
Différentiel de taux d'intérêt des marchés émergents (pourcentage) ^g	11,5	8,2	7,6	7,3	7,7
Mouvements internationaux de capitaux (milliards de dollars)					
Transfert net de ressources vers les pays en développement	(33,7)	(120,7)	(179,3)	(155,1)	(192,5)
Aide publique au développement	50,3	52,1	49,5	52,3	56,6
Investissement étranger direct	128,0	133,0	125,6	145,3	110,0

^a *Oil Market Report*, Agence internationale de l'énergie, Paris.

^b CNUCED, *Bulletin mensuel des cours des produits de base*.

^c Organisation des Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistiques*.

^d Réserve fédérale des États-Unis.

^e Taux interbancaire de Londres, sur le dollar.

^f Fonds monétaire international, base de données sur les perspectives économiques mondiales, avril 2003.

^g J. P. Morgan Co., Indice des cours des obligations sur les marchés émergents (EMBI+).

Du fait de la lenteur de la croissance de l'économie mondiale, les cours moyens des **matières premières autres que les combustibles** ont continué leur tendance à la baisse en 2002. Au total, des conditions météorologiques défavorables ont réduit l'offre et augmenté les cours de plusieurs produits agricoles. La brève reprise de la croissance au début de 2002 a amélioré les cours de la plupart des produits minéraux et des métaux avant que le ralentissement n'annule ces gains au second semestre. Les cours ont repris leur mouvement à la hausse vers la fin de 2002. Avec la reprise économique mondiale et avec l'affaiblissement du dollar, la plupart des cours des matières autres que les combustibles devraient s'orienter à la hausse pour l'ensemble de 2003, puis en 2004.

Au milieu de 2002 et durant les premiers mois de 2003, on a constaté d'importants mouvements des taux de change entre les principales monnaies, et avant tout une baisse de la valeur du dollar des États-Unis par rapport à l'euro et dans une moindre mesure par rapport à d'autres grandes monnaies. Si cette dépréciation du dollar doit se poursuivre, elle aura des implications majeures pour les perspectives économiques mondiales (voir plus bas).

Les **apports financiers officiels nets** aux pays en développement sont restés importants en 2002, mais cela s'explique surtout par d'importants prêts accordés par le Fonds monétaire international (FMI) à quelques pays qui connaissaient de graves difficultés financières. Il est plus encourageant de noter que l'aide publique au développement (APD) a augmenté en 2002, non seulement en termes absolus mais également, de façon marginale, à proportion du revenu national brut des pays donateurs. De futures augmentations de l'APD ont également été promises durant l'année et on peut espérer que cela marque une inversion de la tendance à la baisse constatée ces dernières années.

Les **mouvements internationaux de capitaux** sont demeurés sans éclat en 2002 et aucune amélioration importante n'est à attendre à court terme. Parmi les pays développés, le ralentissement économique mondial et l'éclatement de la bulle spéculative sur les marchés des actions ont entraîné un très net ralentissement des transactions financières internationales, et en particulier des fusions et acquisitions de grandes entreprises à travers les frontières. Pour les pays en développement, les sorties de capitaux officiels et privés et les paiements au reste du monde, rémunérant des entrées de capitaux antérieures, ont non seulement dépassé les entrées correspondantes pour la sixième année consécutive en 2002 mais ont atteint un montant record. Cette sortie nette de capitaux a exacerbé les effets négatifs, pour les pays en développement, d'une croissance lente de l'activité dans les secteurs physiques de l'économie des pays développés.

Les **apports d'investissements directs étrangers** aux pays en développement ont, initialement, résisté au ralentissement économique mondial de 2001, peut-être en raison du délai existant entre la décision d'investir et la réalisation de l'investissement. En 2002, cependant, la conjoncture économique mondiale et le ralentissement des privatisations ont amené une baisse des apports d'investissements directs étrangers aux pays en développement, à l'exception notable de la Chine. Une reprise importante de ces apports de capitaux semble improbable à court terme. Les apports d'investissements directs étrangers aux pays d'Europe de l'Est, en revanche, sont restés robustes, sous l'effet non seulement de considérations de coût mais aussi des perspectives de l'entrée de ces pays dans l'Union européenne; ces mouvements de capitaux devraient rester soutenus.

Du fait de leur caractère essentiellement procyclique mais aussi du climat géopolitique médiocre, les autres mouvements de capitaux privés vers les pays en développement sont restés faibles en 2002; les sorties de capitaux ont été supérieures aux entrées. Pour les pays en développement qui ont accès aux marchés des capitaux internationaux, le coût de l'emprunt international a eu tendance à baisser, en raison des taux d'intérêt moins élevés dans les pays développés et d'une diminution des écarts de taux d'intérêt pénalisant les emprunts des pays en développement, en particulier depuis l'invasion de l'Iraq. Les apports financiers privés aux pays en développement pourraient augmenter avec l'amélioration de la conjoncture géopolitique mondiale et à mesure que la reprise de l'économie mondiale s'affermira. Cependant, ces mêmes évolutions risquent de susciter une reprise sur les marchés financiers des pays développés, ce qui pourrait réduire l'incitation actuelle à investir des capitaux dans les pays en développement.

La relance de la croissance

Le ralentissement économique initial, tout en étant assez grave, a pu être amorti par des mesures anticycliques, parfois à caractère automatique, prises par de nombreux pays. Tous les pays n'ont pas, cependant, pu, au même degré, ou pareillement voulu adopter des mesures expansionnistes, notamment parce que cette période de croissance lente s'est prolongée. Cette langueur persistante donne à penser qu'il faudrait multiplier les mesures stimulantes mais, dans beaucoup de pays, les conditions de base de la politique économique empêchent les autorités d'adopter de telles mesures.

La réaction immédiate au ralentissement économique de 2000-2001 a été une réduction substantielle des taux d'intérêt directeurs dans les pays développés. Alors que les prix de l'énergie et, dans certains pays, les prix des logements ont augmenté en 2002, l'inflation n'a pas été perçue comme un risque grave dans la majorité des pays développés et la plupart des pays ont pu maintenir des taux d'intérêt faibles pendant toute l'année 2002 et au début de 2003. Certaines banques centrales, notamment la Banque fédérale de réserve des États-Unis (Fed), ont réduit les taux d'intérêt à nouveau durant cette période, les abaissant dans beaucoup de cas à des niveaux exceptionnellement faibles. La règle consistant à fixer un objectif d'inflation, appliquée par la Banque centrale européenne jusqu'au début de 2003, lui a laissé une marge de manoeuvre moindre et retardé jusqu'à mars 2003 la diminution des taux d'intérêt directeurs. En même temps, la Banque centrale européenne a transformé son objectif d'inflation, de 2 %, d'un maximum à une valeur cible, ce qui a conféré une plus grande flexibilité à sa politique monétaire. Le risque de déflation a encouragé plusieurs banques centrales à indiquer qu'elles envisageraient au besoin un nouveau desserrement de la politique monétaire. Dans plusieurs pays d'Europe orientale, les taux d'intérêt ont été réduits en 2002, avant tout pour amortir les effets d'une appréciation éventuelle du taux de change afin de préserver la compétitivité nationale.

La plupart des pays ont vu se restreindre les possibilités d'appliquer une politique budgétaire expansionniste du fait de l'importance de leur déficit budgétaire, les contraignant à respecter une règle budgétaire qu'ils s'étaient imposée, ou en raison d'une réaction négative des marchés financiers mondiaux ou des institutions financières internationales. L'une des principales exceptions n'est autre que les États-Unis d'Amérique où l'augmentation des dépenses du Gouvernement fédéral et l'allègement de la fiscalité décidé en 2002 se sont conjugués pour produire une stimulation budgétaire très sensible et pour alourdir le déficit budgétaire. En Europe occidentale, la politique budgétaire a été légèrement expansionniste en 2002, mais la France, l'Allemagne et l'Italie sont fortement incitées à assainir leur position budgétaire afin de respecter le plafond de 3 % prescrit, pour les déficits budgétaires, par le Pacte de stabilité et de croissance. Le Gouvernement japonais, qui n'a pas à respecter de règle de cette nature, se trouve déjà dans une position financière difficile et toute nouvelle stimulation budgétaire importante ne ferait qu'aggraver le risque d'une nouvelle décote de la dette souveraine par les agences internationales de notation, ce qui porterait gravement atteinte à la confiance.

De nombreux pays en développement et certains pays en transition ont amélioré leur position budgétaire durant les années 90 mais le déficit budgétaire demeure un problème qui s'est aggravé depuis 2001 du fait de la baisse des recettes

publiques et, dans certains cas, de l'augmentation des dépenses sous l'effet du ralentissement économique. Cependant, on constate une très nette disparité entre le cas des pays en développement où la situation macroéconomique est relativement viable à terme et celui des pays qui subissent les effets de déséquilibres macroéconomiques ou d'autres formes de contrainte extérieure. Ainsi, la Chine et la plupart des pays d'Asie de l'Est ont pu utiliser les instruments monétaires et budgétaires de façon anticyclique appropriée, durant l'actuelle période de croissance lente. Au contraire, la plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique ont dû donner la priorité à la lutte contre des déséquilibres macroéconomiques, ce qui les a habituellement obligés à utiliser ces instruments de politique économique de façon restrictive, actuellement procyclique, plutôt que comme moyen de compenser les effets de l'actuel ralentissement de la conjoncture. Cette dichotomie devrait se maintenir en 2003 et contribuera à l'aggravation des disparités entre les taux de croissance, et donc à l'élargissement des disparités de revenus entre régions et entre pays.

Performances et perspectives régionales

Du fait d'un taux d'accroissement de leur population plus élevé, les pays en développement doivent réaliser une croissance plus rapide que les pays développés s'ils veulent que le bien-être de leurs citoyens ordinaires s'améliore d'une année sur l'autre. Pour faire des progrès réels dans la réduction du nombre de gens vivant dans la pauvreté, les pays en développement doivent soutenir un taux de croissance élevé pendant un temps assez long. L'actuelle période de croissance inférieure à la normale a compromis ces deux objectifs.

Bien que la croissance dans les pays développés ait généralement été jugée peu satisfaisante, le revenu par habitant n'a diminué que dans quatre de ces pays en 2002 (voir tableau I.3). Les pays en transition se sont encore mieux sortis d'affaire, puisque deux d'entre eux seulement ont connu une telle diminution. Mais la production par habitant a baissé dans 33 des 95 pays en développement suivis (ce chiffre était de 37 en 2001). Ces 33 pays représentent 8 % de la population mondiale (contre 10 % en 2001). En 2002, 16 pays en développement, où vivent 46 % de la population mondiale, ont vu par contre leur produit par habitant augmenter de plus de 3 %. Mais il s'agit surtout de la Chine et de l'Inde. Si l'on exclut ces deux pays, un cinquième environ seulement des 2,5 milliards d'habitants du reste du monde en développement vivaient dans des pays où l'augmentation du PIB par habitant a dépassé 3 %. Sur les 41 pays les moins avancés (PMA) pour lesquels on dispose de données, 15 ont vu leur PIB par habitant diminuer en 2002. Seuls 7 des PMA, 5 de moins qu'en 2001, ont vu leur PIB par habitant augmenter de plus de 3 % en 2002. Ces données donnent à penser que, pour la plupart des pays et des habitants du monde en développement, 2002 a été une autre année où la pauvreté n'a que très peu régressé.

Les pays développés : une reprise avortée

Les incertitudes liées au risque d'un conflit en Iraq ont été le principal facteur qui a entraîné la chute du taux de croissance du PIB aux **États-Unis**, de 5 % au début de 2002 à 1,4 % au quatrième trimestre. L'incertitude due à la menace de

guerre étant pour l'essentiel éliminée, les perspectives économiques se sont améliorées et la croissance devrait s'accélérer au cours de 2003. Le secteur des ménages était déjà fragile durant l'avant-guerre, mais il devrait se renforcer avec le retour de la confiance des consommateurs, les taux d'intérêt demeurant à des niveaux historiquement bas et le marché du logement et de la construction résidentielle demeurant vigoureux. La dépréciation du dollar continuera à stimuler les exportations et les productions de remplacement des importations à moyen terme, et la reprise dépendra alors plus nettement d'un redémarrage des dépenses des entreprises. La croissance au **Canada** s'est ralentie en 2002, en raison surtout de la mauvaise performance des exportations. La croissance devrait baisser encore en 2003, mais les exportations et les investissements des entreprises devraient être les éléments moteurs d'une reprise en 2004.

Tableau I.3

Nombre de pays enregistrant une croissance faible ou forte du PIB par habitant, 2000-2002

	Nombre de pays suivis	Baisse du PIB par habitant			Croissance du PIB par habitant dépassant 3 %		
		2000	2001	2002 ^a	2000	2001	2002 ^a
<i>Nombre de pays</i>							
Ensemble du monde	145	25	41	39	69	45	40
<i>Dont :</i>							
Pays développés	24	1	3	4	14	2	3
Pays en transition	26	–	1	2	21	23	21
Pays en développement	95	24	37	33	34	20	16
<i>Dont :</i>							
Afrique	38	14	10	10	7	12	7
Asie de l'Est et du Sud	18	1	7	2	13	4	6
Asie occidentale	15	3	7	7	7	3	2
Amérique latine	24	6	13	14	7	1	1
Pour mémoire							
Pays les moins avancés	41	16	12	15	9	12	7
Afrique subsaharienne	31	13	9	9	5	10	7
<i>Pourcentage de la population mondiale</i>							
Pays développés	16,6	–	4,8	0,1	3,6	0,2	0,3
Pays en transition	17,9	–	–	0,1	5,8	5,6	5,3
Pays en développement	65,5	5,1	10,3	8,0	57,4	45,9	46,4
<i>Dont :</i>							
Afrique	26,2	3,6	2,4	1,9	1,0	4,1	1,5
Asie de l'Est et du Sud	12,4	0,1	1,3	0,5	48,4	40,4	42,2
Asie occidentale	10,3	0,4	2,4	1,3	2,9	1,2	2,3
Amérique latine	16,6	1,0	4,3	4,3	5,1	0,2	0,4

	Nombre de pays suivis	Baisse du PIB par habitant			Croissance du PIB par habitant dépassant 3 %		
		2000	2001	2002 ^a	2000	2001	2002 ^a
Pour mémoire							
Pays les moins avancés	28,3	2,6	2,1	2,1	4,2	4,4	2,2
Afrique subsaharienne	21,4	3,1	2,3	1,8	0,7	3,5	1,5

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies; estimations et projections de la population empruntées à *World Population Prospects: The 2000 Revision*, vol. I, *Comprehensive Tables* et corr. (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.XIII.8 et Corr.1).

^a Estimations partielles.

Au **Japon**, la croissance économique n'a pas dépassé 0,2 % en 2002; c'est la vigueur des exportations qui a été le principal facteur qui a empêché l'économie d'entrer en récession. Les perspectives demeurent sombres : l'investissement résidentiel stagne, l'investissement public devrait être encore réduit et les perspectives concernant la consommation des ménages sont décourageantes. Du fait de la reconstitution prévisible des stocks et d'une certaine reprise de l'investissement des entreprises, la croissance devrait s'améliorer mais restera faible en 2003 et 2004. Cependant, elle reste fortement dépendante des exportations et est donc vulnérable à une éventuelle appréciation du yen.

Après une croissance qui n'a pas dépassé 0,9 % en 2002, l'économie en **Europe occidentale**, devrait retrouver un rythme un peu meilleur en 2003, et s'améliorer encore en 2004. La période prolongée de croissance inférieure à la tendance a gonflé les rangs des chômeurs dans l'ensemble de la région; plusieurs pays approchent ou dépassent le plafond fixé à 3 % du PIB, pour le déficit budgétaire, par le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne. Avec l'appréciation de l'euro, ces facteurs ne peuvent que ralentir la reprise, mais la consommation devrait progressivement s'affermir et les investissements des entreprises devraient également repartir.

En **Australie et en Nouvelle-Zélande**, la vigueur de la demande intérieure a compensé la précarité du secteur extérieur en 2002, et l'économie de ces deux pays a connu une croissance de plus de 3½ %. Le niveau élevé des profits des entreprises et leur faible endettement expliquent de fortes dépenses en capital, tandis que la croissance de l'emploi et l'augmentation des salaires réels ont dopé les dépenses des ménages. La croissance, dans ces deux pays, devrait pourtant se ralentir, mais resterait entre 2½ % et 3 % en 2003 et 2004.

Pays en transition : décélération limitée

La croissance en **Europe centrale et orientale** est restée à peu près inchangée en 2002, mais devrait s'accélérer en 2003 et 2004. À la fin de 2002, il y avait déjà certains indices d'un renforcement de la production industrielle en Europe centrale. Plus généralement, la croissance devrait être alimentée par une demande intérieure en expansion, par la poursuite des investissements étrangers directs et par les investissements induits par eux, ainsi que par la poursuite d'une certaine délocalisation de la production de l'Union européenne vers cette région.

Les pays de la **Communauté d'États indépendants (CEI)** demeurent pour l'essentiel à l'abri des incertitudes économiques mondiales, et ont enregistré une croissance robuste chaque année depuis 2000. Cette robustesse de la demande intérieure en Fédération de Russie et en Ukraine, et le renchérissement du pétrole, qui explique des investissements de prospection des hydrocarbures dans la région de la Caspienne, sont les causes premières de cette expansion. En Asie centrale, de nombreux pays ont vu leur activité économique augmenter, grâce surtout à des investissements pétroliers et gaziers importants, tandis que les petits pays profitent de l'expansion de leurs secteurs minier et métallurgique. La croissance, dans l'ensemble de la région, devrait être de 4½ % en 2003, pour fléchir très légèrement à 4¼ % en 2004.

Les **pays baltes** ont vu leur activité augmenter de 6,3 % en 2002 en raison de la vigueur de la demande intérieure et de leur capacité d'adaptation à l'augmentation de la demande dans la CEI, qui a compensé le fléchissement de celle-ci dans l'Union européenne. La croissance devrait être modérée en 2003 et 2004, et elle sera surtout alimentée par la demande intérieure.

Pays en développement : des résultats toujours médiocres

La croissance du PIB de l'**Afrique** devrait augmenter modestement en 2003 puis s'accélérer en 2004. Les exportations devraient augmenter, car la croissance économique mondiale reprendra au deuxième semestre de 2003. Les augmentations projetées des cours de presque toutes les catégories de produits de base exportés renforceront les recettes d'exportation et soutiendront la croissance du PIB de nombreux pays.

La diminution des quotas de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la faiblesse de la demande internationale ont amoindri les résultats de l'Afrique du Nord en 2002, mais les économies de ces pays devraient connaître une croissance plus vigoureuse en 2003. En Afrique subsaharienne, la croissance, en 2002, a été animée surtout par des facteurs intérieurs : la plupart des pays ont profité de l'augmentation de la production agricole, d'une inflation plus faible et d'une croissance notable dans les secteurs non agricoles. L'impact de ces facteurs positifs devrait persister en 2003 et 2004. En même temps, les perspectives, dans certaines sous-régions du continent africain, demeurent assombries par la persistance de l'instabilité dans quelques pays.

Le redémarrage, en **Asie de l'Est**, après un net ralentissement en 2001, a commencé à s'essouffler au deuxième semestre de 2002. La précarité de la demande extérieure a persisté au premier trimestre de 2003 et la croissance attendue pour l'ensemble de l'année a encore été réduite par l'épidémie de pneumonie atypique. Si celle-ci est maîtrisée, la croissance devrait augmenter au deuxième semestre de 2003 et en 2004. La demande d'importations des États-Unis et la demande toujours robuste émanant de la Chine soutiendront la croissance des exportations dans cette région, les politiques étant généralement favorables à la croissance; les prix plus faibles du pétrole et la confiance plus grande renforceront la demande intérieure et stimuleront la production industrielle, en particulier dans les industries orientées à l'exportation.

En **Chine**, la croissance s'est accélérée au début de 2003. La demande intérieure et celle du secteur extérieur ont rapidement augmenté. L'investissement

fixe, dans tous les secteurs et toutes les régions du pays, a entraîné la demande intérieure, et le secteur du logement continue à connaître une expansion rapide. Les exportations et les importations ont augmenté de plus de 15 % en 2002 et devraient connaître une augmentation proche de 20 % en 2003. En dépit de certains problèmes persistants, comme le chômage massif, l'élargissement des disparités des revenus et la fragilité du système financier, la croissance du PIB devrait rester élevée en 2003 et 2004.

En **Asie du Sud**, la croissance s'est un peu accélérée en 2002 et les perspectives à court terme de la région sont favorables. La croissance est alimentée par la demande intérieure comme par les exportations. Les exportations de la plupart des pays de la région augmentaient au premier semestre de 2003 et devraient continuer à le faire, car la demande d'origine extérieure reprendra au deuxième semestre de l'année. La demande intérieure devrait également s'affermir, alimentée par des taux d'intérêt plus faibles, la hausse des exportations, et de meilleures récoltes, les conditions météorologiques redevenant normales. La croissance sera plus vigoureuse au milieu de 2003 et les perspectives pour 2004 donnent à attendre une nouvelle augmentation, mieux répartie entre les pays de la région.

Après une baisse en 2001, l'économie en **Asie occidentale** a connu une croissance modeste en 2002, car la production pétrolière a baissé dans la plupart des pays exportateurs de pétrole et en raison des incertitudes liées au conflit entre Israël et la Palestine et à la situation en Iraq, qui ont entraîné une baisse des investissements étrangers directs, une baisse des recettes touristiques et une dégradation de la confiance des consommateurs et des investisseurs. L'invasion de l'Iraq a eu des effets économiques négatifs sur le pays comme sur la région. Les dommages infligés aux infrastructures pétrolières ont été limités, mais un retour aux niveaux antérieurs de production et d'exportation du pétrole pourrait prendre plusieurs mois. Les perspectives, dans la région, devraient s'améliorer en 2004, à mesure que de nouveaux gisements seront mis en exploitation et que plusieurs projets pétrochimiques auront été réalisés. La reconstruction de l'Iraq apportera une nouvelle impulsion à l'activité économique dans la région, mais la croissance dans les autres pays exportateurs de pétrole restera modeste. Les pays importateurs de pétrole de la région ne devraient pas manifester beaucoup de dynamisme.

Après une contraction en 2002, l'activité en **Amérique latine** reprend modestement, bien que la conjoncture internationale fragile et des problèmes économiques ou politiques intérieurs constituent, dans plusieurs pays, un facteur limitatif. La croissance, dans la région, demeure fortement dépendante des apports de capitaux étrangers. Bien que l'investissement étranger direct continue à être la première source de financement extérieur, il demeure généralement faible, tandis que les investissements de portefeuille sont très fluctuants.

Incertitudes et risques à court terme

À court terme, la tâche première des responsables de la politique économique est de rétablir la croissance économique mondiale pour la rapprocher de son potentiel à long terme. Bien que les perspectives économiques immédiates soient devenues plus riantes qu'au début de 2003 et qu'on s'attende à un redémarrage progressif au second semestre, les perspectives à court terme demeurent entachées d'incertitudes et de risques qui, dans l'ensemble, ont un effet plutôt négatif.

En premier lieu, alors que certains **risques géopolitiques** se sont atténués, ils n'ont pas tous disparu. L'invasion de l'Iraq a éliminé les incertitudes qui précédaient la guerre, mais les futurs développements politiques en Asie occidentale ainsi que dans d'autres régions du monde demeurent incertains. De nouvelles attaques terroristes internationales ont eu lieu au deuxième trimestre de 2003, ce qui fait craindre que de telles activités se poursuivent à l'avenir. L'expérience montre que de telles attaques peuvent avoir un effet très important sur la confiance et donc sur la croissance à court terme.

Bien que les **cours du pétrole** aient baissé depuis l'invasion de l'Iraq, ils demeurent très instables, et présentent donc des incertitudes qui peuvent avoir un effet positif ou négatif. Leur effet global est sans doute positif, car un excédent potentiel des approvisionnements pourrait entraîner une baisse des cours à la fin de 2003 et en 2004, et cela aurait des effets bénéfiques sur la croissance mondiale.

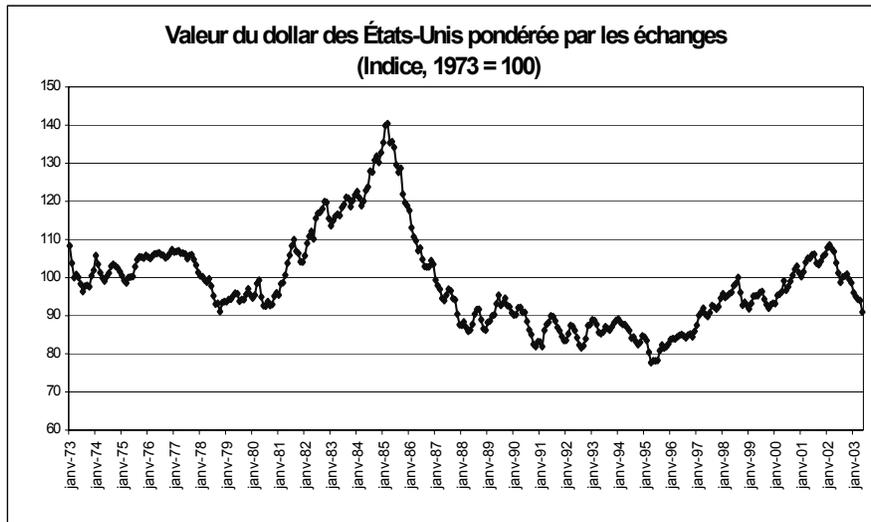
La pneumonie atypique a compromis la croissance dans plusieurs pays en développement asiatiques au premier trimestre de 2003. Alors que l'épidémie semble pour l'essentiel enrayée, la propagation d'une telle maladie ou d'une maladie pareillement débilitante pourrait affecter certaines économies de la région ou même l'ensemble de l'économie mondiale.

La reprise mondiale continue à dépendre fortement de l'impulsion que lui apportera l'activité aux États-Unis d'Amérique et elle est donc vulnérable aux incertitudes et aux risques de l'économie américaine. Les principales incertitudes de l'économie américaine sont la nature et le calendrier de l'inévitable ajustement des **déficits extérieurs**. Cette correction a peut être déjà commencé avec la baisse du dollar durant les premiers mois de 2003, mais la dépréciation de la monnaie américaine comporte plusieurs risques pour la reprise mondiale (voir encadré I.1).

Encadré I.1

Les implications économiques de la dépréciation du dollar des États-Unis

La valeur du dollar a substantiellement baissé depuis le début de 2003 par rapport à un large ensemble d'autres monnaies, mais surtout par rapport à l'euro. L'indice, pondéré par les échanges, du cours du dollar par rapport à celui de 10 grandes monnaies a baissé de près de 20 % par rapport au maximum atteint en 2002 (voir figure), bien que cet indice demeure plus de 10 % au-dessus de son niveau le plus bas de 1995. Par rapport à l'euro, le dollar a baissé de 30 % environ et se trouve à son niveau le plus faible depuis l'introduction de la monnaie européenne en janvier 1999^a.



Source : Banque fédérale de réserve des États-Unis.

On sait depuis longtemps que les mouvements des taux de change peuvent constituer des surréactions allant bien au-delà de ce que justifieraient les caractéristiques de l'économie considérées comme influentes, telles que les écarts entre les taux d'inflation des différents pays, entre les taux de rendement des actifs financiers et entre les taux de croissance du PIB et les positions relatives de la balance des paiements entre pays. Les interventions de politique économique et la stabilité politique sont également importantes. Dans ce contexte, la dépréciation du dollar peut être interprétée comme l'inverse de sa vigueur de la fin des années 90, car plusieurs facteurs qui favorisaient la monnaie américaine à l'époque perdent maintenant de leur importance ou se sont même inversés.

Une partie du recul du dollar depuis le début de 2003 s'explique par les perspectives de la guerre en Iraq, mais le facteur principal est sans doute la préoccupation, déjà ancienne, mais de plus en plus aiguë concernant la possibilité de maintenir les niveaux très élevés du déficit commercial des États-Unis^b. Les écarts de taux d'intérêt entre grands pays peuvent également jouer, puisque la Banque fédérale de réserve des États-Unis a réduit les taux d'intérêt de façon plus rapide que la plupart des autres pays, en particulier ceux de la zone euro et ceux du reste du « bloc dollar » – Australie, Canada et Nouvelle-Zélande. À la fin des années 90, quand les cours des actions, aux États-Unis, montaient à un rythme sans précédent, donnant naissance à de fortes entrées de capitaux et gonflant la demande de dollars, le rôle des écarts de taux d'intérêt a été masqué par d'autres facteurs, mais leur influence peut jouer à nouveau après la baisse des cours des actions. De plus, la croissance du PIB aux États-Unis est ralentie, au moins à court terme, ce qui réduit le différentiel de croissance avec l'économie des autres pays. En outre, la politique du « dollar fort » suivie aux États-Unies au cours des 10 dernières années semble avoir été complètement abandonnée, au moins de façon tacite. Face à ces évolutions, la dépréciation du dollar,

Une partie du recul du dollar depuis le début de 2003 s'explique par les perspectives de la guerre en Iraq, mais le facteur principal est sans doute la préoccupation, déjà ancienne, mais de plus en plus aiguë concernant la possibilité de maintenir les niveaux très élevés du déficit commercial des États-Unis^b. Les écarts de taux d'intérêt entre grands pays peuvent également jouer, puisque la Banque fédérale de réserve des États-Unis a réduit les taux d'intérêt de façon plus rapide que la plupart des autres pays, en particulier ceux de la zone euro et ceux du reste du « bloc dollar » – Australie, Canada et Nouvelle-Zélande. À la fin des années 90, quand les cours des actions, aux États-Unis, montaient à un rythme sans précédent, donnant naissance à de fortes entrées de capitaux et gonflant la demande de dollars, le rôle des écarts de taux d'intérêt a été masqué par d'autres facteurs, mais leur influence peut jouer à nouveau après la baisse des cours des actions. De plus, la croissance du PIB aux États-Unis est ralentie, au moins à court terme, ce qui réduit le différentiel de croissance avec l'économie des autres pays. En outre, la politique du « dollar fort » suivie aux États-Unis au cours des 10 dernières années semble avoir été complètement abandonnée, au moins de façon tacite. Face à ces évolutions, la dépréciation du dollar, attendue depuis longtemps, n'est donc pas surprenante, et pourtant les perspectives du dollar restent incertaines, car la surréaction des taux de change peut bien sûr jouer dans les deux sens^c.

Un dollar plus faible comporte des conséquences non seulement pour l'économie américaine mais aussi pour la croissance économique dans le reste du monde. En principe, la dépréciation du dollar devrait profiter à l'économie des États-Unis, en particulier aux secteurs manufacturiers et exportateurs, qui fonctionnent au ralenti depuis deux ans. L'essentiel de l'impact sur l'économie physique risque de se faire sentir progressivement, à mesure que la diffusion des effets de la dépréciation de la monnaie sur les prix relatifs se produira, et étant donné que la réaction de la demande et de l'offre réelles aux variations de prix prendra plus de temps encore^d. Un dollar affaibli ne peut que renforcer l'effet de stimulation monétaire engendré par la politique de taux d'intérêt faibles suivie par la Réserve fédérale, ce qui est particulièrement favorable aux exportations et aux profits des entreprises, pour les grandes sociétés transnationales américaines en particulier. L'impact sur le déficit commercial, en outre, ne sera pas tangible immédiatement; au contraire, le déficit risque de continuer à s'alourdir à court terme^e.

En revanche, la dépréciation du dollar risque d'avoir un effet négatif sur les marchés financiers aux États-Unis car elle entraînera des pertes pour les investisseurs étrangers qui détiennent des actifs financiers libellés en dollars. Cela pourrait mener à une nouvelle baisse des entrées de capitaux aux États-Unis et à une diminution de la demande de dollars, ce qui entraînerait une nouvelle dépréciation de la monnaie. Si un tel cercle vicieux se met en place, les marchés financiers, dans le monde entier, seront en péril, et cela ne pourrait que retentir sur la croissance économique.

L'impact sur la croissance économique dans le reste du monde sera

L'impact sur la croissance économique dans le reste du monde sera mitigé. La dépréciation du dollar affaiblit le rôle des États-Unis comme locomotive de l'économie mondiale; de ce fait, la croissance économique dans beaucoup d'autres pays subira moins l'influence de l'activité aux États-Unis. Les grands pays développés, en particulier ceux de la zone euro, seront exposés à une diminution de l'activité dans leurs secteurs manufacturiers et exportateurs. Les pays en développement dont les monnaies sont liées au dollar et dont le cours ne s'est pas beaucoup apprécié par rapport à lui, comme c'est le cas de la Chine et de quelques autres pays, profiteront de la dépréciation de la monnaie américaine et leur demande d'importation de marchandises venant des États-Unis n'en sera pas affectée. Les prix des principales matières premières risquent d'augmenter du fait de la baisse du dollar, ce qui accroîtrait les recettes d'exportations de beaucoup de pays en développement, mais le pouvoir d'achat réel des recettes d'exportations ou les termes de l'échange de ces pays risquent de ne pas s'améliorer. Un dollar déprécié apportera aussi une certaine rémission aux pays en développement dont les dettes sont libellées en dollars, en particulier ceux qui sont fortement endettés.

L'impact de la dépréciation du dollar sur le reste du monde dépendra aussi de la politique économique suivie en réponse. Par exemple, si l'euro est plus fort et s'il y a donc moins de pressions inflationnistes en Europe, la Banque centrale européenne pourra adopter une attitude plus souple face à l'idée de réduire les taux d'intérêt dans la zone euro, et cela pourrait stimuler la demande intérieure. En même temps, plusieurs pays en développement, en particulier ceux où les taux d'intérêt demeurent élevés, ont maintenant la faculté de réduire ces taux, les rendant plus favorables à la croissance.

^a Si l'on prend le deutsche mark comme monnaie de substitution pour la période antérieure à l'introduction de l'euro, la valeur du dollar est supérieure de 20 % environ aux minimums de 1995.

^b Voir *La situation économique et sociale dans le monde, 2001* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.II.C.1), chap. I, section intitulée « Incertitudes et risques », p. 21 et 22.

^c Il ressort de la projection de référence que la croissance du PIB aux États-Unis devrait reprendre à un rythme plus vif que dans les autres grands pays, et cela est favorable au dollar.

^d Diverses études économiques, comme celles du projet LINK, indiquent qu'il faut environ un an pour que l'effet de la moitié environ de la dépréciation du dollar se communique aux prix relatifs, et une dépréciation de 10 % du dollar se traduirait pas une augmentation d'un point de pourcentage du PIB des États-Unis au cours de la deuxième année.

^e Cela est dû aux effets de la courbe dite en J. Quand l'élasticité-prix de la demande d'importations est faible, comme c'est le cas aux États-Unis, la variation induite de la demande réelle d'importations est moins élevée que l'augmentation du prix relatif des importations, ce qui, initialement, alourdit la facture d'importations.

L'augmentation très rapide du **déficit budgétaire des États-Unis** est un risque distinct, quoique lié au précédent. Ce risque ne constitue par une menace immédiate (au contraire, une nouvelle augmentation des dépenses publiques, en 2003, serait

une mesure anticyclique indiquée), mais les difficultés risquent de se poser à moyen terme, en raison d'un effet d'éviction. Celui-ci serait dû à l'augmentation des taux d'intérêt, qui aurait des répercussions sur la consommation et sur les investissements.

En outre, d'autres risques qui existent aussi à des degrés variables dans l'économie de beaucoup de pays développés, sont, là encore, particulièrement pertinents pour l'économie des États-Unis en raison de son rôle dominant. Il continue à exister un **excédent de capacités** dans certains secteurs industriels, à l'échelle mondiale ou dans certains pays. Cette tendance s'est manifestée surtout, d'abord, dans le secteur de l'informatique et des télécommunications, où l'excédent de capacités a été réduit. Cependant, il y a maintenant un excédent de capacités dans plusieurs secteurs qui ont été gravement touchés par l'évolution géopolitique des deux dernières années (comme par exemple le transport aérien et les voyages) et plusieurs autres industries (comme l'automobile). L'excédent de capacités exercera un effet modérateur sur l'investissement des entreprises, qui joue pourtant un rôle essentiel dans la reprise.

Le **marché des actions** se remet progressivement des répercussions de la situation en Iraq et une nouvelle baisse substantielle ou prolongée des cours semble désormais improbable. Cependant, on estime généralement que le secteur du logement connaît actuellement une hausse spéculative dans plusieurs pays développés. L'augmentation du prix des logements a été dans ces pays un facteur important dans le maintien de dépenses de consommation vigoureuses, tout comme dans le niveau d'activité du secteur du bâtiment lui-même. L'augmentation des prix des logements, à quoi il faut ajouter l'expérience du Japon, donne à craindre qu'une percée de cette bulle spéculative ait des effets dévastateurs sur ces économies.

La **déflation** a déjà eu un effet profondément négatif sur l'économie japonaise; elle touche également plusieurs pays d'Asie et est désormais considérée par certains observateurs comme une possibilité qui pourrait se concrétiser dans certains grands pays industriels. La dépréciation du dollar réduit la possibilité de déflation aux États-Unis mais la rend plus probable dans les pays dont la monnaie s'apprécie, notamment les pays de l'Union européenne (surtout l'Allemagne). Certains pays d'Asie ont connu des périodes brèves de déflation sans effet pernicieux étendu mais l'expérience du Japon montre bien les dangers d'une persistance de la déflation. Les mesures à prendre contre ce phénomène – plus encore que dans le cas d'une politique anti-inflationniste – doivent privilégier la prévention et, reposer sur des perspectives plutôt que sur les faits actuels. Inévitablement, une telle démarche comporte son propre ensemble de risques.

Une nouvelle volonté de poursuivre le développement

Pour relancer durablement la croissance à moyen terme, il faudra redynamiser la coopération internationale pour le développement afin de résoudre les problèmes de fond qui entravent encore la croissance dans les pays en développement. Des efforts communs en faveur du développement international peuvent aider à réparer certains des dommages infligés à la coopération multilatérale durant l'année écoulée, tout en constituant un moyen important de réduire l'inégalité qui, à l'échelle du monde, contribue aux tensions géopolitiques latentes.

Avant l'apparition des incertitudes géopolitiques qui ont ralenti la croissance économique mondiale à la fin de 2002 et au début de 2003, la communauté internationale avait pu dégager au cours d'une série de réunions mondiales un consensus international sur les priorités du développement et les actions à entreprendre. La quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, tenue en novembre 2001 à Doha, la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexique) en mars 2002, et le Sommet mondial pour le développement durable, organisé à Johannesburg (Afrique du Sud) en août-septembre 2002, ont collectivement défini un nouveau partenariat mondial entre pays développés et pays en développement. L'objectif général de ce partenariat est d'accélérer le développement par un partage des responsabilités et par l'engagement mutuel d'y contribuer. Dans chaque cas, les programmes d'application prêtent attention à la fois aux ressources à trouver et aux politiques à suivre.

Durant l'année écoulée, on a continué à apporter des précisions à ces programmes et à les mettre en oeuvre. La nécessité toujours plus avérée d'une plus grande cohérence entre politiques et programmes a donné une dimension importante à ces travaux. Cela est particulièrement manifeste dans les cas où les politiques présentent entre elles des contradictions directes, mais plus généralement il faut s'assurer que toutes les politiques et toutes les décisions prises sont non seulement compatibles avec le développement mais sont également de nature à contribuer au maximum à celui-ci.

Faire progresser l'examen des questions commerciales

Il était inévitable que les progrès réalisés dans l'application des programmes dressés à Doha, Monterrey et Johannesburg soient mitigés, mais il est décourageant que les progrès accomplis s'agissant du programme de travail dont l'échéance est la plus rapprochée et qui offre les plus intéressantes possibilités à court terme, à savoir le Programme de Doha pour le développement, aient été les plus limités. Plusieurs des dates butoirs auxquelles devaient être réalisés des accords sur des questions précises sont maintenant passées. La plupart de ces questions sont particulièrement préoccupantes pour les pays en développement, non seulement du point de vue du commerce mais aussi parce qu'il s'agit d'une priorité de leur développement. Étant donné la lenteur de ce démarrage, l'achèvement du programme de Doha nécessite une forte volonté politique, et notamment la volonté des pays développés de prendre de leur côté les mesures d'ajustement qu'ils demandent aux pays en développement depuis fort longtemps de prendre pour libéraliser leur régime commercial.

Le programme de travail de Doha est ambitieux en raison à la fois du champ couvert et de l'horizon temporel rapproché, et pourtant il est convenu qu'il s'agit d'une « entreprise unique », où « rien n'est décidé tant que tout n'est pas décidé ». Les négociations de Doha sont trop importantes pour échouer, de sorte que la lenteur des progrès, à ce jour, fait que son objectif, déjà ambitieux à l'origine, l'est plus encore maintenant. Il est essentiel que des progrès significatifs soient obtenus à la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui se tiendra à Cancún (Mexique) en septembre 2003, et dont la tâche principale sera de mener un examen à mi-parcours des progrès accomplis dans les négociations et dans les autres travaux inscrits au Programme de Doha pour le développement. Cela suppose que tous les gouvernements fassent preuve de flexibilité dans ces

négociations et surtout les considèrent non pas seulement comme des négociations commerciales mais aussi comme un élément du nouveau partenariat pour le développement. Ces négociations doivent également être vues dans l'optique de l'indispensable accélération de la croissance économique mondiale à court terme. À cette fin, les gouvernements souhaiteront peut-être réfléchir, dans l'avenir immédiat, aux quelques questions qui sont essentielles pour le développement, et, ce faisant, adopter une démarche plus ouverte.

Une des questions prioritaires est de promouvoir l'application de la Déclaration de l'Organisation mondiale du commerce sur l'accord sur les ADPIC et la santé publique (WT/MIN(01)/DEC/2), adoptée à la quatrième Conférence ministérielle le 14 novembre 2001¹. Cette déclaration est en effet une percée importante, pour le développement, car elle autorise un pays en développement à délivrer à une entité nationale une licence l'autorisant à produire des médicaments protégés par un brevet « principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur » (art. 31 f) de l'accord sur les ADPIC). Cependant, les pays qui n'ont pas la capacité de production pharmaceutique nécessaire non seulement ne peuvent pas tirer parti de cette disposition mais ne peuvent pas non plus importer les médicaments en question d'un pays auquel cette licence a été accordée. Les pays ainsi exclus des avantages de cette disposition sont souvent les plus pauvres, ceux où la morbidité est la plus grande et ceux qui ont le plus besoin de médicaments peu coûteux. Les gouvernements ont accepté de résoudre ce problème dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce mais ne sont pas parvenus à respecter les délais qu'ils s'étaient à eux-mêmes imposés (bien que plusieurs pays développés aient déclaré un moratoire sur l'application des restrictions existantes jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée). Ce problème concerne directement le bien-être des populations et est donc au coeur même de la problématique du développement. Une solution de compromis rapide, impliquant éventuellement une démarche graduelle, apporterait une impulsion tout à fait bienvenue aux négociations de Doha, et témoignerait de la validité du nouveau partenariat pour le développement non seulement entre les pays développés et les pays en développement mais aussi entre le secteur public et le secteur privé.

Le commerce des produits agricoles est une deuxième grande préoccupation, en raison des subventions et des autres formes d'aide que les pays développés accordent à leur agriculture. Les pays en développement ont, de longue date, été encouragés à supprimer ces subventions, afin d'éliminer les distorsions qui gênent leur économie et à améliorer leur équilibre budgétaire, mais les pays développés, de leur côté, continuent à verser à leurs agriculteurs d'énormes subventions et à protéger par des droits de douane élevés un grand nombre de leurs productions agricoles.

Comme dans beaucoup de pays en développement le secteur agricole est essentiel, ces mesures portent directement préjudice à ces pays, et annulent en partie ou en totalité les avantages d'autres formes de coopération. Ces subventions sont également en contradiction directe avec les principes de partenariat et de cohérence

¹ On trouvera le texte de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (accord sur les ADPIC) dans les *Instruments juridiques reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, Marrakech, 15 avril 1994* (publication du secrétariat du GATT, numéro de vente : GATT/1994-7), annexe I C.

qui forment la base du nouveau pacte pour le développement. Les pays développés devraient donc commencer sans retard à réduire les subventions agricoles et à prendre des engagements, assortis de dates précises, pour leur élimination, sans demander de contrepartie dans les autres négociations du cycle de Doha. Ils pourraient notamment commencer par éliminer toutes les subventions à l'exportation et cesser le « dumping » de leurs produits agricoles dans les pays en développement; cela aurait un effet salubre immédiat sur l'agriculture des pays en développement et donc sur l'existence quotidienne de millions de leurs habitants, et notamment les plus pauvres.

La question du « traitement spécial et différencié » en faveur des pays en développement prend une importance particulière dans une série de négociations qui visent précisément à faire que le système commercial mondial soit plus propice au développement. Il est généralement admis que les pays se trouvant aux niveaux de développement les plus bas devraient être assujettis à des règles commerciales moins rigoureuses que les pays plus développés, mais l'accord ne se fait guère sur la façon d'appliquer concrètement ce principe. De ce fait, les négociations sur le traitement spécial et différencié ont également pris du retard et ne respectent pas les échéances successivement posées.

Les pays les moins avancés (PMA) constituent un groupe qui devrait tout particulièrement mériter un traitement spécial. Cela est reconnu dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce et dans certaines concessions bilatérales et régionales. En particulier, l'Initiative « Tout sauf les armes », de l'Union européenne, permet l'entrée en franchise de toutes les importations autres que les armes venant des pays les moins avancés, à l'exception de certains produits dits sensibles – les bananes, le sucre et le riz; les droits, sur ces produits, doivent être éliminés avant 2009. À titre de première étape vers un traitement différencié amélioré en faveur des pays en développement, tous les pays développés devraient adopter l'Initiative « Tout sauf les armes » et de tels engagements devraient être rendus contraignants dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. En outre, certains des pays en développement les plus avancés devraient appliquer les mêmes principes aux pays les moins avancés. Enfin, tout devrait être fait pour avancer la date de l'élimination des droits sur les produits sensibles, même si cela se fait au cas par cas.

Régler le problème de l'endettement extérieur

Plus de 20 ans après que la crise de la dette a éclaté en Amérique latine, ces dernières années ont bien démontré que de nombreux pays en développement continuent à avoir beaucoup de mal à assurer le service de leur dette extérieure. Une solution à long terme à ce problème consisterait, pour les pays en développement, à se borner, autant que possible, à accepter des apports financiers qui ne sont pas eux-mêmes générateurs de dettes. Cela semble déjà être le cas étant donné que les marchés financiers sont moins disposés qu'auparavant à accorder des prêts à de nombreux pays en développement. Mais la gravité de la crise en Argentine montre assez la nécessité d'un accord international sur les dispositions à prendre pour résoudre les crises de la dette privée découlant d'obligations antérieures. Les pourparlers en cours sur les moyens d'éviter et de résoudre les crises financières dans les pays à revenu moyen doivent se poursuivre.

Il faut également résoudre les difficultés immédiates des pays pauvres très endettés (PPTE). Il existe 15 PPTE, en particulier ceux qui sortent d'un conflit, dont la situation n'a pas encore été examinée et dont les conditions d'admission aux bénéficiaires de l'Initiative doivent être étudiées dès que cela sera possible. Parmi ceux dont la situation a déjà été examinée, trois pays de plus seulement, parmi les 26 pays qui ont atteint le « point de décision » au terme de l'Initiative PPTE renforcée, sont passés au « point d'achèvement » entre avril 2002 et avril 2003, portant leur total à 8. De nouvelles mesures doivent être prises pour faire en sorte que tous les pays répondant aux critères parviennent au point d'achèvement aussi rapidement que possible. Pour ceux qui sont déjà dans cette situation, le montant de l'allègement de la dette nécessaire pour la rendre viable à terme, comme initialement prévu, s'est révélé plus élevé que prévu dans plusieurs cas; cela tient souvent au fait que la croissance ou les recettes d'exportation, ou les deux, ont été inférieures à ce qui était attendu, en raison surtout de la baisse des cours des produits de base. Il est nécessaire de s'assurer que le programme PPTE réduit bien l'endettement d'un pays pour le ramener à un niveau qui soit viable, même quand ce pays est gravement affecté par des événements indépendants de sa volonté. Et surtout, le montant global de l'allègement de la dette offert est déjà menacé par le financement insuffisant du Fonds fiduciaire PPTE et par le fait que tous les créanciers ne contribuent pas à cet effort d'allègement de la dette. De nouveaux efforts sont donc nécessaires pour mobiliser les ressources indispensables pour appliquer intégralement l'Initiative.

Relance des apports financiers concessionnels

On a observé en 2002 une augmentation encourageante de l'APD et plusieurs pays se sont engagés à accroître encore cette aide au cours des prochaines années. Comme il est admis que ces améliorations de l'APD ne suffiront pas par rapport à ce qui est largement reconnu comme nécessaire, une proposition britannique, lancée en 2003, consisterait à créer une facilité de financement international qui chercherait à doubler l'apport d'APD au cours des prochaines années. Plusieurs donateurs ont des réticences au sujet de cette proposition, mais elle reflète la reconnaissance officielle, par les donateurs, de la nécessité d'accroître substantiellement les apports d'APD. Les membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont également réussi à améliorer l'efficacité de l'aide par une simplification et une harmonisation des procédures appliquées.

Mais ces évolutions favorables sont contrecarrées par la politisation accrue de l'aide. La communauté des donateurs a de plus en plus tendance à concentrer son aide sur les pays bénéficiaires qui se conforment aux interprétations que les donateurs donnent à la notion de « politique saine », et notamment à la notion de « bonne gouvernance ». Il va de soi que des politiques saines et une bonne gouvernance favorisent le développement, mais la définition de ces termes, elle, est moins évidente. Conceptuellement, il est difficile de concilier cette démarche avec l'idée largement admise que les conditionnalités sont inefficaces, qu'il n'y a pas de solution unique pour tous les pays et que le succès du développement dépend de sa bonne maîtrise par le pays concerné. Un peu de modestie s'impose donc, étant donné les succès limités obtenus jusqu'à présent par la communauté des donateurs.

La situation géopolitique mondiale retentit également sur l'aide. Les États-Unis, le plus important des donateurs, a notablement et rapidement augmenté son

APD en 2002, mais cela a été fait largement en réponse aux attentats terroristes du 11 septembre 2001. Il est à prévoir que la reconstruction de l'Iraq entraînera aussi une augmentation substantielle des apports d'APD au cours des quelques prochaines années. La communauté des donateurs a fait plusieurs efforts ces dernières années pour s'assurer que l'APD est définie et mesurée de façon appropriée, en excluant par exemple les bénéficiaires ayant déjà des revenus élevés. Dans la mesure où l'APD sert, inévitablement, peu ou prou, des objectifs géopolitiques, les fonds utilisés à des fins uniquement géopolitiques ou commerciales devraient être bien désignés comme tels, de façon que ces fonds ne soient pas versés au détriment de l'aide au développement des nombreux pays qui en ont grand besoin pour résoudre leurs problèmes de développement à long terme.
